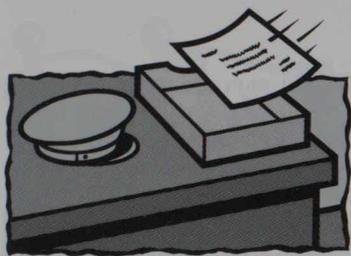


## CHRONIQUE DE LA DÉFENSE



### Des forces canadiennes déployées dans le golfe Persique

Le 10 août, au cours d'une conférence de presse, le premier ministre, M. Mulroney, a annoncé que le gouvernement avait décidé d'envoyer trois navires dans le golfe Persique, où ils «vont participer à l'effort collectif de dissuasion» entrepris à l'encontre de l'Irak. Ces navires sont le NCSM *Athabaskan*, un destroyer de type *Tribal* armé en 1972 et équipé de torpilles, de canons, de deux hélicoptères, de systèmes de défense anti-aérienne passive et de missiles anti-aériens de type *Sea Sparrow*; le NCSM *Terra Nova*, une frégate de type *Restigouche* améliorée, armée en 1959 et équipée de canons, de torpilles et de systèmes de défense anti-aérienne passive, mais par d'armes de défense anti-aérienne; et le NCSM *Protektor*, un navire de ravitaillement et d'entretien, sans armes. Ces bâtiments, qui compte en tout 800 hommes d'équipage, «arriveront dans la région à la mi-septembre», a déclaré le premier ministre.

Il a aussi fait remarquer que leur zone de manœuvre et leur mission précises seront définies à la lumière de la situation sur place.

Aussitôt après la conférence de presse du premier ministre, le chef d'état major adjoint de la défense, le vice amiral Charles Thomas, a déclaré qu'avant de quitter le Canada, l'*Athabaskan* et le *Terra Nova* seraient modifiés afin de recevoir des «armes de combat rapproché», de nouveaux équipements de guerre électronique ainsi que différents systèmes de leurre qui leur permettraient de mieux se défendre contre des attaques aériennes.

### Le Sommet de Londres

Au début du mois de juillet, les dirigeants de l'OTAN se sont réunis à Londres pour réfléchir à la façon de réagir aux changements politiques survenus en Europe. Avant cette réunion, le président Bush avait envoyé une lettre aux chefs des États membres de l'OTAN pour

leur proposer d'apporter à l'Alliance atlantique une série de modifications structurelles et doctrinales. Notamment, rappelant ses décisions prises précédemment d'annuler le projet de modernisation du missile de courte portée *Lance* et celui de nouveaux obus d'artillerie nucléaire, M. Bush a proposé de modifier la doctrine relative à la riposte graduée afin de montrer que l'Alliance s'en remet moins aux armes nucléaires. Il a aussi proposé d'éliminer les obus d'artillerie nucléaire actuellement déployés en Europe.

Les premières réactions à la lettre du président américain ont été mitigées aux États-Unis, mais favorables en Europe. Cette lettre reflétait l'opinion des dirigeants alliés, à l'exception, de celle des Français, et elle répondait aux besoins de l'Union soviétique. À Washington, des doutes ont cependant été émis quant au sens à donner au changement qu'elle proposait d'apporter à la doctrine nucléaire. En résumé, la proposition Bush allait dans le sens du maintien de l'option de la première frappe nucléaire, tout en réduisant l'importance des armes nucléaires.

### Le communiqué de l'OTAN

Le 6 juillet, à la fin de la réunion de Londres, un long communiqué a été publié. Entre autres choses, les alliés y proposaient que l'OTAN et le Pacte de Varsovie fassent une déclaration de non-agression affirmant leur intention de «ne pas menacer d'employer la force ni de l'employer contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État...» Le communiqué insistait sur la nécessité «d'empêcher tout pays d'entretenir sur le continent une puissance disproportionnée».

Le communiqué abordait aussi la question des forces de l'OTAN en Europe. Il faisait remarquer que, suite au retrait des forces soviétiques d'Europe de l'Est, la structure de force intégrée de l'OTAN serait modifiée de la façon suivante : elle comporterait des forces actives moins nombreuses, multinationales, mobiles et souples, pour donner le maximum de latitude aux dirigeants politiques dans les situations de crise; on réduirait l'état de préparation des unités actives, qui feraient moins d'exercices et d'entraînement; et, le cas échéant, on recourrait à la mobilisation pour constituer des forces importantes.

Faisant écho à la lettre du président Bush, le communiqué parlait des armes nucléaires comme de «véritables armes de dernier recours», mais affirmait la nécessité de conserver «dans un avenir prévisible» un mélange de forces nucléaires et de forces classiques. Cependant, il proposait de négocier l'élimination des obus d'artillerie nucléaire en Europe et de s'éloigner de la stratégie militaire de défense avancée.

Moscou a réagi positivement à la réunion de Londres. Le ministre des Affaires étrangères soviétiques, M. Chevardnadze, s'est dit globalement satisfait par le communiqué et il a qualifié les changements doctrinaux de «décisions potentiellement importantes».

### Mikhaïl Gorbatchev reçoit Helmut Kohl

Lors d'un tête-à-tête à Mineralnye Vody (URSS), le 16 juillet, MM. Gorbatchev et Kohl ont trouvé un terrain d'entente sur la question de la place de l'Allemagne unifiée dans l'OTAN. En vertu d'un accord que devront négocier l'Allemagne unifiée et l'Union soviétique, les 350 000 soldats stationnés en Allemagne de l'Est seront retirés sur une période de trois ou quatre ans. L'Union soviétique a accepté qu'une Allemagne unifiée soit membre de l'OTAN. Le chancelier Kohl a, quant à lui, accepté de plafonner les effectifs des forces armées d'une Allemagne unifiée à 370 000 soldats. Il a également déclaré que lorsque les forces soviétiques quitteront ce qui est maintenant l'Allemagne de l'Est, ce seront des troupes allemandes relevant de l'OTAN qui les remplaceront, mais qu'aucune force étrangère n'y serait acceptée. Les deux dirigeants ont aussi décidé qu'une Allemagne unifiée renoncerait à fabriquer et à posséder des armes chimiques et qu'elle signerait le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

### Grande-Bretagne : les bénéfices de la paix

Au mois de mai, un document du ministère de la Défense britannique destiné au seul premier ministre et aux principaux membres de son cabinet a été divulgué dans l'*Economist* de Londres. L'étude en question pro-

posait de réduire l'armée britannique de cinquante-cinq bataillons à trente-deux, et de ramener le nombre des frégates de la Marine royale de cinquante-huit à trente-deux également, ce qui permettrait d'économiser pour ainsi dire 40 milliards de dollars en dix ans. À la mi-juin, le ministre de la Défense, M. Tom King, a annoncé à la Chambre des communes britannique des coupures moins radicales mais très controversées. Il a affirmé devant un comité parlementaire que le Pacte de Varsovie «avait virtuellement cessé d'exister». Après avoir annoncé une réduction de 1,2 milliard de dollars du budget de la défense (soit quelque 3 p. 100 avant inflation), le ministre a annulé une commande de trente-trois avions *Tornado* et confirmé que la Grande-Bretagne envisageait de réduire considérablement ses unités terrestres et aériennes affectées à l'OTAN. Ces réductions des effectifs stationnés en Allemagne semblent plus importantes que celles actuellement négociées à Vienne, dans le cadre des pourparlers sur les forces conventionnelles.

### Le «Looking Glass» cloué au sol

Depuis le 3 février 1961, l'armée de l'air américaine entretient une flotte aérienne qui garantirait la maîtrise et le contrôle des forces nucléaires des États-Unis même après la destruction des installations terrestres. Un des avions, surnommé le «Looking Glass», a volé de manière constante, piloté par un général d'aviation. Le mardi 24 juillet, l'alerte en vol continue a pris fin au moment où le général John Chain, commandant de commandement aérien stratégique, a atterri sur la base d'Offut. Le passage à «l'alerte terrestre» résulte à la fois des pressions budgétaires et de la quasi certitude qu'une alerte nucléaire soviétique pouvait être détectée suffisamment tôt pour prendre des mesures de précaution. Les Soviétiques y sont également pour quelque chose. Un rapport du sénat américain sur les services armés, publié à la fin juillet, faisait remarquer que les Soviétiques n'envoient plus de sous-marins patrouiller le long des côtes américaines ni de bombardiers *Bears* survoler la frontière septentrionale canadienne. □

— DAVID COX